



LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°566

24/04/2024



veille@cariforefoccitanie.fr



<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	1
APPELS A PROJETS	2
APPRENTISSAGE – ALTERNANCE	3
EMPLOI	4
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	5
FORMATION PROFESSIONNELLE.....	5
IILLETTRISME – APPRENTISSAGE DE LA LANGUE	6
INSERTION DES JEUNES.....	7
INSERTION PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP.....	8
SECTEURS D’ACTIVITE – METIERS.....	9
VAE.....	11

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE

La conjoncture en Occitanie. Mars 2024

Banque de France, *Bulletin de la banque de France*, Avril 2024, 16 p.

Synthèse des secteurs d'activité.

<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-occitanie-mars-2024>

L'essentiel de la conjoncture de la filière construction en Occitanie et dans ses départements - Situation conjoncturelle

CERC Occitanie, *Avril 2024*, 5 p.

Voir en particulier la rubrique emploi, démographie des entreprises, aides aux entreprises.

https://www.cercoccitanie.fr/IMG/pdf/conjoncture_2024_04.pdf

Les retours à l'emploi en Occitanie. 3^e trimestre 2023

Statistiques et indicateurs, France Travail Occitanie, Avril 2024, 12 p.

Ce document met en évidence les reprises d'emploi au cours du mois des demandeurs d'emploi inscrits le mois précédent. Les types de reprises d'emploi, les publics concernés ainsi que les familles de métiers sont autant de thèmes analysés dans ce support de présentation afin de mieux connaître les reprises d'emploi de la région.

<https://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/rechercher-des-documents/par-thematique/recrutements-et-reprises-d-emploi/reprises-d-emploi/tous/1/MR1/dernieres-publications/>

Futur du travail : un nouvel espace-temps ?

Cité de l'économie et des métiers de demain, Mars 2024, 17 p.

À quoi ressemblera l'entreprise idéale à horizon deux ou dix ans ? Comment le temps de travail va évoluer ? Comment nous formerons-nous dans le futur ? La Région Occitanie passe de la question à l'action. Ce cahier d'Expé est à télécharger gratuitement après inscription, pour découvrir la démarche et les témoignages d'entreprises expérimentatrices.

<https://www.citedeleco.laregion.fr/publications>

Trajectoires 2024 : Replays de la matinale des observatoires - AUA/T

La 4^{ème} édition de Trajectoires a réuni 200 représentants de collectivités, du monde de la recherche, de bureaux d'études et plus largement d'acteurs des territoires. L'enjeu de la matinale organisée le 21 mars 2024 était, comme en 2023, de partager des condensés de méthodes, d'analyses et d'études engagées dans le cadre de missions d'observation territoriale et d'accompagnement des collectivités.

Visionner les replays et télécharger les présentations, en particulier :

La logistique et ses enjeux en matière d'emploi

Économie : découvrez la toile de la transition énergétique

<https://www.aua-toulouse.org/accedez-aux-replays-de-trajectoires-2024-la-matinale-des-observatoires/>

APPELS A PROJETS

Etude sur les besoins en compétences, emplois et formations en matière d'intelligence artificielle en France au sein des secteurs de la Branche des bureaux d'études techniques et des cabinets d'ingénieurs - OPCO Atlas

Date limite de réception des offres le 15 mai 2024

<https://www.opco-atlas.fr/appeles-d-offres/realisation-dune-etude-sur-les-besoins-en-competences-emplois-et-formations-en-matiere-dintelligence.html>

Marché de services de formation professionnelle exclusivement à distance au bénéfice des personnes à la recherche d'un emploi - France Travail

Date limite de réception des offres le 21 mai 2024 à 12h00

<https://www.francemarches.com/appele-offre/3boamp2441330-2024-marche-services-formation>

Appel à projets 2024 « intégration des étrangers primo-arrivants dont les bénéficiaires de la protection internationale en Occitanie » - DREETS Occitanie

Au 31 décembre 2023, 9 236 étrangers primo-arrivants avaient signé le contrat d'intégration républicaine (CIR) en Occitanie, dont 2 768 bénéficiaires de la protection internationale, représentant 30% des CIR.

L'ensemble des publics admis durablement au séjour régulier en France est concerné par la politique d'intégration : les Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI), les étrangers venant s'installer en France dans le cadre de l'immigration familiale, économique ainsi que les personnes bénéficiant de la Protection Temporaire (BPT). Les étrangers primo-arrivants s'engagent dans un parcours d'intégration d'une durée de cinq ans, qui débute avec la signature du CIR (Contrat d'Intégration Républicaine) au cours duquel ils bénéficient de formations civique et linguistique prescrites par les directions territoriales de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et d'une orientation vers les services de proximité.

6 axes thématiques pour cet appel à projets :

La formation linguistique - L'accompagnement vers l'emploi - La levée des freins sociaux et l'accès aux droits - Le renforcement des liens avec la société d'accueil et l'appropriation des valeurs de la République - Le renforcement des dynamiques de réseau - Le programme Volont'R.

Date limite de dépôt des projets le 21 mai 2024 à 8h00

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Appel-a-projets-2024-integration-des-etrangers-primo-arrivants-dont-les>

Appel à proposition pour la réalisation d'une étude seniors et parcours dans les entreprises artisanales et du commerce de proximité alimentaires - Observatoire des métiers de l'alimentation de détail

Les réponses à l'appel d'offre sont attendues pour le 22 mai 2024

<https://www.observatoire-metiers-alimentation.fr/avis-de-marche-pour-la-realisation-dune-etude-seniors-et-parcours>

Mise en œuvre de prestations de services d'insertion professionnelle de type « Direction Emploi » auprès des personnes à la recherche d'un emploi de la région Occitanie - France Travail Occitanie

Date limite de réception des offres le 27 mai 2024

<https://www.francemarches.com/appele-offre/13joue002362212024-2024-marche-pour-objet>

Appel à projets. L'Université Numérique

L'Université Numérique, association de 6 Universités numériques thématiques, publie un appel à projets de production et d'amélioration de ressources pédagogiques numériques pour faciliter l'hybridation des

formations. Cet appel à projets comprend quatre volets. Il couvre les domaines de formation des arts, lettres, langues, sciences humaines et sciences sociales.

Date limite de dépôt des projets le 30 mai 2024

<https://luniversitenumérique.fr/appele-a-projets-2024/>

Emploi et handicap dans le secteur de l'image animée : « Les uns et les autres » - AGEFIPH

L'Agefiph et le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) lancent la 3^e édition de cet appel à projets visant à soutenir des actions inclusives s'adressant aux professionnels des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et du jeu vidéo. Les actions et organismes recherchés pour cet appel à projets sont ceux visant : à mettre en place des formations initiales ou continues inédites, d'alternance - à favoriser l'adaptation aux postes de travail existants - à créer, développer ou acquérir des outils de travail adaptés aux personnes en tenant compte des différentes formes et situations de handicaps - à favoriser la mobilité des personnes dans le cadre de l'activité professionnelle - à mettre en relation les travailleurs en situation de handicap et employeurs des secteurs concernés.

Dépôt des candidatures jusqu'au 30 mai 2024.

<https://www.agefiph.fr/espace-presse/tous-les-documents-presse/le-cnc-et-lagefiph-renouvellent-leur-appel-projets>

Mise en œuvre de sessions de formations linguistiques en occitan

Date limite de réponse le 31 mai 2024

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/mise-en-oeuvre-de-sessions-de-formations-linguistiques/ao-9193006-1>

Appel à manifestation d'intérêt « Recensement de l'offre en cybersécurité » - Portail de la Direction générale des Entreprises

Cet AMI vise à identifier les offreurs de solutions et de services en matière de cybersécurité à destination des PME et ETI, à même de répondre aux besoins de la phase B de « Cyber PME ». Les entreprises identifiées constitueront le vivier d'offres de solutions et de service mobilisable par la DGE et Bpifrance dans le cadre de ce dispositif. Le vivier de solutions de type « offre » ou « prestation de service » constitué permettra à l'expert sélectionné par Bpifrance de proposer les offres jugées pertinentes, au bénéficiaire de « Cyber PME », pour apporter une réponse aux actions de remédiation ciblées prioritaires dans le plan de sécurisation de l'entreprise.

L'appel à manifestation d'intérêt est ouvert jusqu'au 31 décembre 2024 à midi

<https://www.entreprises.gouv.fr/fr/aap/appele-manifestation-interet-recensement-offre-cybersecurite>

APPRENTISSAGE – ALTERNANCE

Dispositif prépa apprentissage #DémarreTaStoryBTP : les membres du consortium piloté par le CCCA-BTP font le bilan

Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et de Travaux Publics, Avril 2024

Les membres du consortium « Prépa-apprentissage – #DémarreTaStoryBTP » se sont retrouvés pour faire un bilan de la période 2019-2023, sur le déploiement du dispositif et dresse de nouvelles perspectives pour la poursuite du dispositif. Cette rencontre a été l'occasion de partager avec des jeunes bénéficiaires de la prépa apprentissage et des équipes de centres de formation, qui ont apporté leur témoignage. Une réussite du dispositif permettant d'accéder à la voie de l'apprentissage : à la fin 2023, le dispositif a accueilli 4 219 jeunes. Le nombre de bénéficiaires a augmenté d'année en année. Parmi eux, 60 % de poursuite positive grâce à la

prépa apprentissage, avec la conclusion d'un contrat d'apprentissage, d'un contrat de professionnalisation, ou une poursuite de leur parcours en formation.

<https://www.ccca-btp.fr/dispositif-prepa-apprentissage-bilan-par-le-ccca>

EMPLOI

Installation du Comité national pour l'emploi

Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, Avril 2024

Le Comité national pour l'emploi est une nouvelle instance créée par la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023. Il réunit les organisations patronales et syndicales, les représentants des collectivités territoriales, les opérateurs, l'ensemble des représentants des acteurs de l'emploi et de l'insertion et des représentants des usagers.

Ce comité a vocation à constituer le lieu de concertation et de coordination des acteurs de l'emploi et de l'insertion. Il permettra de mettre en place des outils numériques partagés, des référentiels communs et indicateurs de pilotage.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/catherine-vautrin-ministre-du-travail-de-la-sante-et-des-solidarites-a-lance-le>

Qui sont les travailleurs à bas revenus d'activité et quelles sont leurs situations sur le marché du travail ?

LE TOULLEC Noémie, Dares Analyses, n°25, Avril 2024, 8 p.

En 2018, 16 % des travailleurs, soit 4,3 millions d'individus, perçoivent un revenu d'activité inférieur à 60 % du revenu d'activité médian de l'ensemble des travailleurs, soit moins de 1097 euros mensuels nets.

Le revenu d'activité correspond aux revenus individuels liés au travail, c'est-à-dire le salaire, les revenus d'activité indépendante, les indemnités maladie et accident du travail et les allocations chômage. Par rapport à l'ensemble des travailleurs, ceux à bas revenus d'activité sont plus souvent en emploi de façon discontinue au cours de l'année et sont plus souvent à temps partiel. Il s'agit plus souvent de personnes peu diplômées et de femmes. L'emploi indépendant, ainsi que l'emploi salarié continu mais à temps partiel constituent également des facteurs de bas revenus d'activité. Les travailleurs principalement à temps partiel chaque mois sont plus souvent positionnés dans les métiers les moins rémunérateurs que ceux à temps complet, ce qui pèse sur leurs revenus d'activité.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/travailleurs-bas-revenus-et-situations-marche-du-travail>

Politiques d'insertion : état des lieux des dispositifs de retour à l'emploi

Vie publique, Avril 2024

La loi de décembre 2023 pour l'emploi concerne en particulier les allocataires du revenu de solidarité active (RSA). Depuis les années 1980, les politiques d'insertion passent par des dispositifs d'aide au retour à l'emploi. Mais les différents dispositifs successifs ont-ils été pour autant efficaces ? Le point avec Vie-publique.fr.

Au sommaire : Entre politiques de lutte contre l'exclusion sociale et dispositifs d'insertion - Le RSA : un dispositif efficace pour favoriser la reprise d'activité ?

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/291706-politique-insertion-retour-lemploi-quelle-efficacite-pour-le-rsa>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Les enjeux économiques de l'intelligence artificielle

Trésor-éco, n°341, Avril 2024, 12 p.

L'intelligence artificielle (IA) est une technologie qui pourrait générer d'importants gains de productivité, encore peu observables au niveau macroéconomique du fait d'une adoption limitée par les entreprises. Ses effets sur l'emploi sont plus incertains, alors qu'elle pourrait toucher davantage les professions les plus qualifiées, contrairement aux précédentes révolutions technologiques. Les politiques de formation et de concurrence auront un rôle essentiel pour que l'IA bénéficie à tous.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/04/02/les-enjeux-economiques-de-l-intelligence-artificielle>

Saisir les opportunités de l'IA pour un numérique responsable : « Green AI & AI for green »

Numeum, Avril 2024, 69 p.

Ce rapport est le fruit d'un effort collectif auxquels ont contribué Numeum, l'Institut G9+, le Cigref, Planet Tech Care et le Hub France IA. Fruit d'une étude qualitative menée auprès de 72 professionnels – Directeurs des Systèmes d'Information (DSI), Chief Data Officers, Directeurs des Affaires Publiques, Directeurs du Développement Durable... - issus de 45 organisations variées, ce rapport émerge dans un contexte où l'intelligence artificielle et la soutenabilité environnementale sont au cœur des stratégies d'entreprise et de la politique publique.

Si l'IA représente une source significative de consommation énergétique, c'est aussi un outil puissant en faveur de la décarbonation et des initiatives environnementales. Le rapport s'articule ainsi autour de six axes majeurs destinés à explorer les intersections entre l'IA, la durabilité et les réglementations en vigueur.

<https://numeum.fr/actu-informatique/communiquede-presse-saisir-les-opportunités-de-lia-pour-un-numérique-responsable>

FORMATION PROFESSIONNELLE

Bilan chiffré CEP actifs occupés 2020-2023

France compétences, Avril 2024, 14 p.

Ce document présente le conseil en évolution professionnelle (CEP) délivré auprès des salariés et des travailleurs indépendants par les opérateurs régionaux mandatés par France Compétences dans le cadre du premier marché public 2020 - 2023.

Le recours au CEP a augmenté de 13 % en 2023 et de 73 % depuis 2020. Les femmes sont majoritaires : 61 % ont démarré une unité d'œuvre 1 (UO1 : premier niveau de conseil personnalisé) en 2023.

Les travailleurs indépendants représentent 5 % des entrées sur la période. Les employés sont sur-représentés (72 % en 2023). 23 % des bénéficiaires sont salariés d'entreprises de moins de 11 salariés.

La moitié des bénéficiaires ont eu recours au CEP pour changer de métier ou de secteur professionnel (reconversion). Le taux de satisfaction après une UO1 est de 93 %.

https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2024/04/Bilan-chiffre-CEP_2020-2023.pdf

Rapport annuel sur la mise en œuvre de la COP en 2023 - Convention d'Objectifs et de Performance - 2020-2022 (prolongée par avenant pour 2023 et 2024)

France compétences, Avril 2024, 23 p.

Parmi les réalisations notables en 2023, il faut souligner notamment les éléments suivants :

- Régulation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage : un nouvel exercice a été mené en 2023, aboutissant à une plus grande convergence des niveaux de prise en charge vers la valeur de référence

(basée sur l'analyse des coûts réels dans les CFA), ce qui a également permis de réduire le coût budgétaire global.

- Réduction significative du délai d'instruction des demandes d'enregistrement au RNCP : le délai d'instruction est passé de 5,7 à 3,9 mois en 2023.

- Sélection des opérateurs, dans le cadre d'un marché plus précis et ambitieux, pour la poursuite du service public « Mon conseil en évolution professionnelle » au 1^{er} janvier 2024.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/france-competences-publie-le-rapport-dexecution-2020-de-sa-feuille-de-route-strategique-2/>

L'importance de l'empathie dans l'apprentissage – Podcast Learn & enjoy

Au programme de cet échange : Quelle définition pour l'empathie ? Quels sont les principes de base de l'empathie ? En quoi l'empathie peut-elle influencer positivement une expérience d'apprentissage ? Comment intégrer l'empathie dans la conception pédagogique et dans l'animation de formations ? Quelles sont les erreurs courantes à éviter ? Des exemples pratiques pour illustrer.

<https://podcast.ausha.co/learn-enjoy/81-l-importance-de-l-empathie-dans-l-apprentissage-avec-marine-breton-et-yoann-delaby>

Formation professionnelle : défis, solutions et perspectives – Podcast Formation Innovation

Au programme de cet épisode : L'importance d'une vision globale de l'écosystème de la formation - Les pratiques pédagogiques en présentiel et distanciel - Comment améliorer l'efficacité des formations.

<https://formation-innovation.com/episode/87-formation-professionnelle-defis-solutions-et-perspectives-avec-jean-christophe-maumelat-nomade-formation>

Les grands débats du Digital Learning - Rôle et impact de l'IA dans la formation digitale - Replay

Au programme : Identifier les apports de l'IA dans la conception des formations digitales - Dans la production des formations digitales - Optimiser l'expérience d'apprentissage avec l'IA grâce à l'analyse de métriques sur l'engagement et les performances des apprenants - Renforcer l'engagement grâce à l'IA : accompagnement, tutorat, peer-to-peer learning, Q/R, Quiz, chatbot - Comment concilier compétences et formation avec l'IA ?

<https://www.youtube.com/playlist?list=PL8iF9Mj0BHQM0xsbwtgwx5OFv77Z39ZbZ>

Chronique 187 : La « capacité d'agir » de l'apprenant sur la qualité de la relation pédagogique

LUTTRINGER Jean-Marie, *Jml Conseil*, Mars 2024, 10 p.

Cette chronique montre que l'autonomie de l'apprenant adulte dans la relation pédagogique est insuffisamment reconnue, tant par les organismes de formation que par les financeurs. Malgré son statut d'adulte et de sujet de droit, l'apprenant est souvent traité comme un élève incapable juridiquement ou un salarié sous la subordination de l'employeur. Cette vision entrave la liberté personnelle nécessaire à l'acquisition de connaissances et de compétences dans la formation professionnelle.

<http://www.jml-conseil.fr/>

IILLETTRISME – APPRENTISSAGE DE LA LANGUE

En 2022, un adulte sur dix rencontre des difficultés à l'écrit

BENTOUDJA Laila, MURAT Philippe, *Insee Première*, n°1993, Avril 2024, 4 p.

En 2022, en France, 10 % des personnes âgées de 18 à 64 ans éprouvent des difficultés dans les domaines fondamentaux de l'écrit. Parmi les adultes qui ont débuté leur scolarité en France, 4 % sont en situation d'illettrisme. Les difficultés en calcul touchent 12 % des personnes de 18 à 64 ans et ont tendance à s'ajouter à celles de l'écrit : 62 % des personnes en difficulté à l'écrit le sont également en calcul. Cela représente 1 400

000 personnes. Les femmes ont plus souvent que les hommes des difficultés en calcul ; en revanche les écarts sont faibles pour l'écrit. Les difficultés à l'écrit, et dans une moindre mesure en calcul, sont plus fréquentes pour les générations plus âgées. La maîtrise de l'écrit et du calcul est très liée au niveau de diplôme de la personne et de ses parents, ainsi qu'au fait d'avoir fait toute sa scolarité en France. Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des départements d'outre-mer ont plus souvent des difficultés face à l'écrit et en calcul.

Ces difficultés ont des impacts sur la vie quotidienne : elles limitent notamment l'usage d'Internet dans les démarches administratives.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8177068>

INSERTION DES JEUNES

Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de la mobilité sociale des jeunes

Assemblée nationale, Avril 2024, 207 p.

La panne durable de l'ascenseur social est concomitante de la persistance d'inégalités socioculturelles qui continuent de déterminer l'avenir des jeunes. Les nombreux dispositifs institués en faveur de l'éducation et de l'insertion professionnelle ne réussissent que très modérément à les réduire. Ainsi, les mesures destinées à renforcer la mixité sociale sont-elles très insuffisantes, cependant que celles en faveur de l'accès à l'enseignement supérieur et de la réussite des étudiants appellent à être renforcées et évaluées.

L'action publique en faveur de la mobilité sociale des jeunes est caractérisée par une multiplicité de dispositifs sans réelle cohérence ni pilotage d'ensemble, institués de manière essentiellement curative. Leur efficacité et leur lisibilité s'en ressentent. Dans les propositions qu'elles formulent, les rapporteuses invitent en conséquence à poser les bases d'une action permettant de mieux appréhender l'ensemble des besoins de la jeunesse de notre pays, ainsi qu'à renforcer la coordination entre les acteurs, notamment au niveau interministériel.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cec/l16b2434_rapport-information

Des jeux responsables et utiles : le sport comme outil d'insertion sociale et professionnelle

Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion, Mars 2024

Le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques publie un dossier de presse qui explique comment les Jeux contribueront à transformer durablement le territoire et le cadre de vie des Français, en particulier en Seine-Saint-Denis.

Il présente également l'héritage qui sera transmis à la suite de cet événement majeur : pour la pratique du sport, mais aussi pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, la santé publique, la culture...

Le dossier revient sur plusieurs dispositifs visant à mobiliser le sport comme outil d'insertion sociale et professionnelle, à travers le soutien aux actions en faveur des personnes sans emploi menées par les clubs sportifs et les associations socio-sportives.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/des-jeux-responsables-et-utiles-le-sport-comme-outil-d-insertion-sociale-et>

Comment l'âge de sortie des études et les débuts de carrière s'articulent-ils ?

Dares Analyses, n°21, Mars 2024, 8 p.

En moyenne entre 2014 et 2020, au cours des quatre premières années à l'issue des études, le taux d'emploi des personnes sorties à 16 ans ou moins du système scolaire croît nettement plus lentement que celui des sortants à partir de 17 ans.

Au fil des générations, l'âge de fin des études initiales augmente sensiblement, jusqu'à se stabiliser à partir de celle née en 1975. Les fins d'études très précoces (à 16 ans ou moins), majoritaires pour les générations

nées avant-guerre, sont désormais marginales. Une partie des personnes travaille avant la fin de ses études, mais, dans la plupart des cas, le début de la carrière professionnelle intervient après. L'insertion sur le marché du travail n'a alors pas forcément lieu immédiatement. Le délai est notamment lié au niveau de qualification, l'insertion étant moins aisée et pérenne pour les personnes sorties plus tôt de leurs études.

Ainsi, en moyenne entre 2014 et 2020, au cours des quatre premières années à l'issue des études, le taux d'emploi des personnes sorties à 16 ans ou moins du système scolaire croît nettement plus lentement que celui des sortants à partir de 17 ans. De plus, à âge donné, le taux d'emploi et le salaire net sont d'autant plus élevés que l'âge de fin d'études initiales est avancé. Plus l'âge est élevé, plus l'écart salarial net entre sortants tardifs du système scolaire et sortants précoces est important.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/comment-lage-de-sortie-des-etudes-et-les-debuts-de-carriere-sarticulent-ils>

INSERTION PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP

Guide éthique de l'innovation inclusive – Co-concevoir avec des personnes en situation de handicap

Chorum, Avril 2024, 56 p.

Le TechLab, le hub de l'innovation technologique de l'association APF France handicap publie ce guide d'éthique à destination des organisations désireuses de faire participer les personnes en situation de handicap au processus de conception de leurs produits et services, avec l'appui du pôle d'expertise dédié à l'ESS d'Harmonie Mutuelle, partenaire d'APF France handicap et de son TechLab depuis 2021.

Conçu à partir des recherches menées au sein du TechLab et au sein de la Chaire Technology for Change de l'Institut Polytechnique de Paris et publié en partenariat avec le réseau H2i – Handicap et Innovation Inclusive, l'ouvrage pose les bases essentielles d'une co-conception respectueuse des personnes qui renforce leur pouvoir d'agir.

L'innovation inclusive vise à faire participer les publics souvent exclus (personnes en situation de handicap, en situation de précarité, personnes âgées...) aux processus de conception de produits et services des entreprises.

<https://chorum.fr/actualite/nouveaute-publication-du-guide-ethique-de-linnovation-inclusive-du-techlab>

La reconversion professionnelle des salariés en situation de handicap. Enjeux et réalités

AGEFIPH, Avril 2024, 11 p.

CertifPro, tête de réseau des associations Transitions Pro, se joint à l'Agefiph pour exploiter les données de l'Observatoire des Transitions Professionnelles dans le cadre de cette publication. Elle met en avant les dispositifs existants de reconversion professionnelle, ouverts à tous publics, ainsi que les acteurs engagés dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Le devenir professionnel des salariés en situation de handicap :

- Près de 9 salariés en situation de handicap sur 10 réussissent leur examen
- Près d'un salarié en situation de handicap sur deux occupe un poste en lien avec sa formation
- Les femmes ainsi que les jeunes réussissent davantage leur reconversion professionnelle
- Six mois après leur formation, un salarié en situation de handicap sur deux trouve un emploi en CDI.
- Près de 9 salariés en situation de handicap sur 10 (86 %) estiment que le projet de transition professionnelle leur a permis d'améliorer leurs conditions de travail.

<https://www.agefiph.fr/actualites-handicap/parution-de-la-publication-de-lobservatoire-de-lagefiph-la-reconversion>

SECTEURS D'ACTIVITE – METIERS

Baromètre annuel des Métiers de l'Industrie et du Numérique

Observatoire des métiers de l'IMT, Avril 2024, 16 p.

L'Observatoire des Métiers et des Compétences de l'Institut Mines-Télécom a pour objectif d'apporter des informations sur l'évolution des secteurs d'activité, des métiers et des compétences.

Il identifie l'évolution des grandes tendances du marché de l'emploi et les attentes des entreprises en termes de compétences. L'observatoire cherche à donner des informations aux (futurs) étudiantes et étudiants sur les évolutions du monde du travail et les métiers les plus recherchés.

L'édition 2024 du Baromètre met un coup de projecteur sur un sujet désormais redevenu au centre du débat public : la réindustrialisation et les transformations de l'industrie. 124 professionnels de grands secteurs d'activité ont répondu à l'appel et notamment : ingénierie (25 %), activités informatiques et TIC (18 %), Conseil aux entreprises et Construction BTP (15 %), Energie – production et distribution – (14 %) ; les entreprises interrogées entretiennent des relations avec les écoles de l'Institut Mines-Télécom ou de ses écoles partenaires.

Les entreprises recherchent très majoritairement des postes liés à l'ingénierie (73 %), devant ceux en lien avec l'étude et le développement logiciel et réseaux, la R&D et conception, la Data science et les risques et cybersécurité, tous à parts égales à 24 %. 73 % des entreprises du panel disent rencontrer des difficultés de recrutement par manque de candidats.

<https://www.imt.fr/linstitut-mines-telecom-publie-son-barometre-annuel-des-metiers-de-lindustrie-et-du-numerique/>

Chiffres clés des professions libérales 2024

UNAPL, Avril 2024, 60 p.

Ce document illustre par les chiffres l'importance des professions libérales au sein de l'économie française et dresse un portrait-robot des professionnels libéraux

Le nombre d'entreprises libérales en France est estimé à 1 714 800. Elles se répartissent entre la Santé, le Droit et le secteur Technique et Cadre de vie. 98,5 % des entreprises libérales sont des TPE (moins de 10 salariés). Les professions libérales représentent un important vivier d'emplois de proximité dans des entreprises de taille humaine, intégrées dans le tissu économique local. 88 % des salariés dans le secteur de la santé sont des femmes, elles sont 83 % dans le secteur du droit et 54 % dans le secteur de la santé

<https://unapl.fr/wp-content/uploads/2024/03/CHIFFRES-CLES-2024-fichier-BD.pdf>

<https://unapl.fr/actualites/chiffres-cles-des-professions-liberales-demandez-le-cru-2024/>

Rapport emploi-formation des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC) 2023

AFDAS, Avril 2024, 109 p.

Ce rapport permet :

D'identifier les dynamiques du secteur, de caractériser les transformations à court et moyen termes et évaluer les impacts de ces transformations sur l'emploi des salariés permanents et saisonniers, de repérer les besoins (emplois permanents et saisonniers, compétences, profils recherchés...).

Quelques points clés :

- Une reprise post crise sanitaire : 4 670 structures employeuses en 2022 : +11 % par rapport à 2019
- 48 % des activités du secteur sont celles des parcs d'attractions et parcs à thèmes
- 27 % proposent des aires de jeux, escape game ou autres activités récréatives
- 7 % des acteurs du secteur assurent la gestion des sites patrimoniaux et touristiques
- L'emploi en hausse : 47 600 salariés en 2022 : +7 % en 5 ans
- 80 % des salariés travaillent à temps complet
- Une réduction des inégalités entre les femmes et les hommes : 49 % des salariés sont des femmes

<https://observatoires.afdas.com/actualites/emploi-et-la-formation-dans-les-loisirs-etat-des-lieux-enjeux-et-perspectives>

Attirés par le sport, les jeunes hésitent à en faire un métier

CREDOC Consommation et mode de vie, n°334, Mars 2024, 4 p.

En France, le sport représente environ 350 000 emplois, soit 2,2 % des effectifs salariés (ministère des Sports). Le secteur du sport couvre une large gamme de métiers allant de l'encadrement sportif à la gestion d'événements en passant par le commerce d'articles de sport et la communication spécialisée. Cette diversité traduit l'étendue des opportunités offertes à ceux qui souhaitent allier passion pour le sport et ambition professionnelle. Les jeux Olympiques de Paris 2024 devraient accroître l'importance du secteur sportif en matière d'emploi. Une étude conjointe de l'UCPA et du CRÉDOC sur les attitudes des jeunes envers les carrières sportives révèle que malgré une appréciation positive du sport comme domaine professionnel et une envie indéniable d'emprunter cette voie leur permettant de concilier leur passion pour le sport avec un métier, leur engagement réel dans cette direction reste modéré. Leurs réserves sont principalement liées à un déficit d'information sur les parcours de qualification et les perspectives de carrière, ainsi qu'à des réticences relatives à des rémunérations bien souvent jugées trop modestes.

<https://www.credoc.fr/publications/attires-par-le-sport-les-jeunes-hesitent-a-en-faire-un-metier>

Premier rapport de l'Observatoire économique de l'esport

Portail de la Direction générale des Entreprises, Mars 2024, 77 p.

Des travaux de concertation ont été menés par le Gouvernement, réunissant différents acteurs du monde de l'esport, comme des organisations représentatives, des équipes sportives, des partenaires privés, ou encore, des collectivités territoriales et services de l'État.

Les acteurs ont restitué leurs ambitions pour la filière esport, issues des réflexions menées conjointement.

<https://www.sports.gouv.fr/remise-du-premier-rapport-de-l-observatoire-economique-de-l-esport-2616>

Chiffres clés de la mer et du littoral

Data Lab, Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires, Mars 2024, 148 p.

À partir d'une sélection de cartes et d'indicateurs clés commentés, ce recueil dresse un panorama synthétique des principaux usages des territoires littoraux et marins de l'Hexagone et des Outre-mer. Il aborde leurs impacts sur l'environnement, les dispositifs mis en place pour préserver les écosystèmes, ainsi que les effets du changement climatique, notamment sous l'angle des risques naturels littoraux. Enfin, il illustre la place importante de la France au niveau mondial du fait de son second rang en matière d'espace maritime couvert et de sa puissance économique maritime. Consulter en particulier la partie sur les aspects socio-économiques des territoires littoraux :

[Dynamique démographique - Économie maritime - Hébergement touristique - Agriculture du littoral - Pêche maritime - Aquaculture marine - Énergies marines renouvelables - Formations aux métiers de la mer - Transport maritime de marchandises - Transport maritime de voyageurs - Surveillance de la navigation maritime](https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-mer-littoral-2024/partie1-aspect-socio-economique)

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-mer-littoral-2024/partie1-aspect-socio-economique>

Les chiffres clefs de l'emploi et de la formation dans les métiers de l'automobile

ANFA, Mars 2024, 55 p.

Face à un parc qui prend de l'âge et une demande de réparations et d'entretien qui progresse, la branche continue de recruter et voit sa courbe de salariés suivre une dynamique positive depuis 2015. Elle dénombre au total plus de 560 000 actifs occupés (salariés dont apprentis et indépendants). L'emploi y est pérenne puisque plus de 9 salariés sur 10 sont en CDI, avec une part importante de salariés en alternance (un salarié sur 10). Cet emploi salarié a également progressé de 1,3% en 2022 (soit +13,5% depuis 2015), avec des

différences selon les secteurs : si celui du commerce automobile tend à se stabiliser, celui de la maintenance-réparation continue de nettement progresser. Un secteur qui forme et insère toujours plus de jeunes : la rentrée 2023 a vu de nombreux indicateurs en augmentation, à commencer par le nombre record de jeunes en formation initiale dans les domaines spécifiques de la branche des services de l'automobile :

71 282, soit plus de 2 750 jeunes supplémentaires par rapport à la rentrée précédente (+ 4%). Représentant la part majoritaire des inscrits depuis 2019, l'alternance a également progressé pour la neuvième année consécutive, avec un total de 40 728 jeunes en alternance (+ 6,2 %).

L'insertion professionnelle est au vert avec un taux de 73 % des apprentis sortis de formation en 2022 qui étaient en emploi salarié 6 mois après la fin de formation. Fait notable : ce sont les certifications de branche qui bénéficient des meilleurs taux, avec en moyenne plus de 93 % d'insertion dans les 6 mois suivant la fin de la formation.

<https://www.anfa-auto.fr/actualites/lanfa-publie-les-chiffres-cles-2024-de-la-branche-des-services-de-lautomobile>

VAE

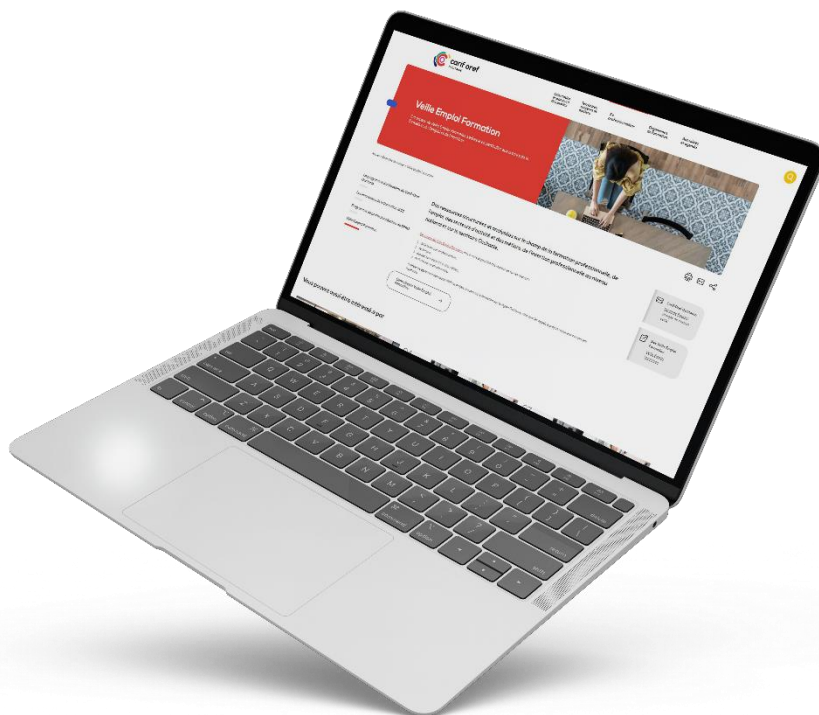
Cheminement apprenant de candidats à la Validation des acquis de l'expérience (VAE) dans l'enseignement supérieur français. Apport heuristique de la notion d'espace

HOFFERT Céline, HAL science ouverte, Avril 2024, 433 p.

Cette thèse propose une compréhension du cheminement apprenant de candidats à la Validation des acquis de l'expérience (VAE), dans l'enseignement supérieur français.

<https://hal.science/tel-04416039v1/>

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie

Directeur de publication : Pierre MONVILLE

Rédaction : Sandrine ROUSSEL

Réalisation : Carif-Oref Occitanie